Brussels Studies

La revue scientifique électronique pour les recherches
sur Bruxelles / Het elektronisch wetenschappelijk
tijdschrift voor onderzoek over Brussel / The e-journal
for academic research on Brussels
Collection générale | 2013

Émeutes à Matonge et... indifférence des pouvoirs publics ?

Riots in Matonge and... the indifference of public authority?

Rellen in Matonge en ... onverschilligheid van de overheid ?

Sarah Demart

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1165>

DOI : 10.4000/brussels.1165

ISSN : 2031-0293

Éditeur

Université Saint-Louis Bruxelles

Référence électronique

Sarah Demart, « Émeutes à Matonge et... indifférence des pouvoirs publics ? », *Brussels Studies* [En ligne], Collection générale, n° 68, mis en ligne le 01 juillet 2013, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/brussels/1165> ; DOI : 10.4000/brussels.1165

Licence CC BY

Numéro 68, 1er juillet 2013. ISSN 2031-0293

Sarah Demart

Emeutes à Matonge et... indifférence des pouvoirs publics ?

Vingt ans après les premières émeutes « maghrébines », Bruxelles a été durant l'hiver 2011-12, le théâtre de manifestations « congolaises » que certains médias et pouvoirs politiques qualifièrent d'émeutes. L'idée d'une transposition des conflits politiques congolais sur le territoire belge s'est imposée tandis que les dégâts matériels, en dépit d'un dispositif policier hors normes, ont entériné l'image de manifestants violents, ne comprenant en définitive que le langage de la matraque. À partir du suivi ethnographique de ces manifestations et de recherches menées au sein des milieux congolais depuis dix ans, l'auteur revient sur ces deux semaines de violence urbaine pour se demander d'une part, si ces manifestations peuvent être qualifiées d'émeutes et, d'autre part, si le différentiel de traitement étatique avec les émeutes maghrébines ne serait pas l'expression d'une ethnisation significative des politiques publiques.

Sarah Demart est sociologue, chargée de recherches F.R.S.-FNRS au Centre d'Etude de l'Ethnicité et des Migrations (CEDEM) de l'Université de Liège. Ses recherches menées depuis plus de 10 ans au sein des milieux congolais, principalement de la diaspora, embrassent les espaces religieux, politiques et associatifs. Depuis 2011, elle se focalise sur la question postcoloniale en Belgique. Sur ce sujet, elle a notamment coordonné « Congolese migration to Belgium and postcolonial perspectives » (dans la revue African Diaspora).

Sarah Demart, +32(0)4 366 48 92, +32 (0)475 54 61 54, sarah.demart@ulg.ac.be

Benjamin Wayens (Secrétaire de rédaction), +32(0)2 211 78 22, bwayens@brusselsstudies.be

Introduction

1. Vingt ans après les premières émeutes « maghrébines » [Brion et Réa, 1992] Bruxelles a été durant l'hiver 2011-12, le théâtre de manifestations « congolaises » que certains médias et pouvoirs politiques qualifièrent d'émeutes. Malgré cette qualification, l'idée d'une transposition des conflits politiques de la République Démocratique du Congo (RDC) sur le territoire belge s'est imposée tandis que les dégâts matériels, en dépit d'un dispositif répressif hors normes, semblent avoir durablement entériné l'image de manifestants violents, ne comprenant en définitive que le langage de la matraque. De là à considérer une certaine continuité avec le répertoire colonial de la chicotte¹, il n'y a qu'un pas que certains, manifestants et observateurs, franchirent.

2. Depuis, l'effroi et l'incompréhension face à la révolte d'une population « sans problème » ont cédé la place à une invisibilité symptomatique [Stavo-Debaughe, 2007 ; Martiniello, 2011 ; Mazzocchetti, 2012]. A y regarder de plus près, pourtant, les revendications et la forme de ces manifestations « congolaises » traduisent un véritable malaise postcolonial qu'il peut être opportun d'examiner à froid. Car, si ces deux semaines de violence urbaine peuvent effectivement être qualifiées d'émeutes – une expression qui, dans le contexte migratoire occidental, renvoie fondamentalement à la racialisation de la société globale [Solomos, 1988 ; Fassin et Fassin, 2008], comment expliquer le différentiel de traitement étatique avec les émeutes maghrébines qui, dans les années 1990, conduisirent à des politiques sociales et sécuritaires spécifiques [Cartuyvels et Hebberecht, 2001 ; Rea, 2006] ?

3. A partir du suivi ethnographique de ces manifestations (de décembre 2011 à mars 2012) et de recherches menées au sein des milieux congolais depuis dix ans (en Belgique, au Canada et en France), nous souhaiterions rendre compte du point de vue de la minorité con-

golaise et des logiques causales *locales* que le traitement médiatique n'a pas restituées. Ce groupe social est d'ailleurs peu et souvent mal connu des pouvoirs publics [Demart 2013a ; Manco et al, 2013], voire du monde académique [Martiniello et al., 2007 ; Jamoule et Mazzocchetti, 2011 ; Schoonvaere, 2010] malgré le fait d'une présence en Belgique ancienne [Etambala, 1993 ; Mayoyo, 1995 ; Kagné, 2000 ; Kagné et Martiniello, 2001 ; Cornet, 2004 ; Demart, 2013b].

4. Pour cette raison, notre propos, développé en cinq points, oscillera entre différentes écritures, académique et ethnographique. Dans une première partie, nous contextualiserons brièvement ces manifestations. Dans une deuxième, nous reviendrons sur la journée qui nous apparut fondatrice de la tournure des événements. La troisième partie retracera de façon chronologique, l'affrontement manifestants-policiers, tandis que la quatrième soulignera la diversification des participants concomitante du durcissement et de la racialisation du conflit. Enfin, nous examinerons les réponses politiques dans une perspective historique et en comparaison avec les politiques mises en place dans les années 1990 à la suite des émeutes « maghrébines ».

1. Contextualiser les manifestations

5. La politisation des Congolais est concomitante de leur présence en Belgique et prend dès les années 1970, la forme de manifestations dénonçant la politique du pays d'origine [Tshimanga, 2003 ; Bodeux et Demart, 2013]. Lors de la transition (2001-06) ouverte par l'assassinat du président Laurent-Désiré Kabila, ces manifestations vont s'intensifier et s'élargir à l'espace transnational des migrations sous l'impulsion des « Combattants » [Godin et Garbin, 2013] qui entendent bien faire pression sur le pouvoir de Kinshasa et sur la « communauté internationale » dont l'(in)action est collectivement perçue dans les milieux congolais,

¹ La chicotte est un fouet en cuir fait de lanières dont l'usage colonial, ordinaire, souvent délégué à des indigènes au Congo belge, était associé à la domestication des individus et des corps comme à l'exemple public des sentences.

comme tributaire des convoitises occidentales des richesses du sous-sol congolais.

6. Groupe de pression né en Grande-Bretagne au début des années 2000, les « Combattants », aujourd'hui présents dans toute la diaspora, expriment la nécessité de prendre les armes pour libérer le pays. Souvent habillés en treillis, ils sont en conflit ouvert avec les représentants de l'État congolais, résidant ou de passage en Europe. Le calendrier électoral aidant, les appels à manifester pour changer le régime de Kinshasa se sont multipliés à partir de 2011 à Bruxelles puis partout dans le monde où réside la diaspora. Une diaspora qui n'a ni le droit à la double nationalité, ni la possibilité de voter depuis l'étranger².

7. À Bruxelles, les manifestations ont pris la forme de revendications adressées au gouvernement belge, suite aux propos tenus par une sénatrice socialiste qui, de retour d'un séjour en RDC comme observatrice, affirma que le processus électoral se déroulait correctement. À cette annonce, les militants, dont certains ont la nationalité belge, se rendirent au siège de son parti (le 4 décembre) pour réclamer des comptes, mais ne purent entrer. Refusant de se disperser, ils furent chassés par les autopompes de la police et décidèrent de se rendre à l'Ambassade de la RDC, à laquelle ils n'eurent pas non plus accès, la rue étant sous contrôle policier. En colère, ils retournèrent sur Matonge et sur leur chemin, brisèrent des vitres de voitures et renversèrent des poubelles. Des échauffourées eurent aussi lieu avec des commerçants refusant que les manifestants jettent leurs tables et chaises.

8. Arrivés à Matonge, chaussée d'Ixelles, ils entonnèrent des chants et slogans dans un face-à-face manifestants-policiers qui, vers 18h30, dégénéra, se déplaçant vers la chaussée de Wavre. Le calme revenu vers 22h, le bilan faisait état de vitrines de commerce cassées, de véhicules endommagés et d'une trentaine d'arrestations. Le lendemain, les manifestants se donnèrent rendez-vous *via* sms et réseaux sociaux à 14h, à la sortie du métro Porte de Namur. L'arrivée tardive des journa-

listes ce jour-là, ne permit pas de restituer une violence que l'on peut considérer comme fondatrice de la tournure à venir des manifestations.

2. Une violence fondatrice à l'abri des caméras ?

9. Vers 15h, un groupe d'une cinquantaine de personnes est rassemblé. Un homme lance aux passants : « *Vous ne voulez pas de nous, mais nous aussi on veut rentrer chez nous ! On en a marre des huissiers, des factures !* », tandis qu'une femme tente de convaincre les employés du Quick, d'origine maghrébine, de la nécessité de changer le régime au Congo, à l'instar des pays arabes. Des manifestantes, jeunes filles et « mamans », sont installées dans le Quick et observent au chaud la mise en place du mouvement. Une femme m'investit :

« - Vous êtes là pour observer ? Vous êtes journaliste ?... Parce que si vous avez une caméra on va la casser !

- Non je suis chercheuse, j'ai déjà fait plusieurs marches...

- « *Bien parlé tantine !* » reprend une jeune fille s'exprimant dans un français impeccable. *Ah oui, Madame, parce que les journalistes ne disent pas la vérité ! Ils prennent des photos mais après on voit rien, on passe pour des idiots ! Notre pays est très riche, on veut bien que les Occidentaux se servent mais qu'on partage, qu'on prenne de quoi vivre d'abord !* ».

10. On échange un moment puis l'un des manifestants nous appelle à venir nous joindre au groupe pour la visibilité du mouvement. Dehors, plusieurs personnes discutent avec l'un des policiers en civil. La manifestation n'est pas autorisée. Du fait des violences de la veille ? Pour les manifestants « *c'est toujours comme ça, pour les Congolais : on nous refuse toujours le droit de manifester en semaine* ». Les négociations sont en cours, cordiales, les manifestants continuent de chanter. La majorité des manifestants semble être issue de migrations récentes

² Sur les enjeux politiques de ces manifestations, voir DEMART S. « 'Kabila est rwandais' : une accusation sorcière. Transitions politiques en République Démocratique du Congo, diaspora et pentecôtisme. », à paraître.

(années 1990 et 2000). Deux jeunes se faufilent, leur façon de parler et leur habillement contrastent discrètement. Eux sont nés ici. L'un deux montre du doigt les camions de police stationnés boulevard de la Toison d'Or : « *ceux-là on les ...direct* ».

11. Le froid est glacial. Quelques minutes passent jusqu'à ce que des policiers viennent au pas de course et en fil indienne encercler le groupe de manifestants. Impossible de sortir, plusieurs femmes paniquent. Un manifestant appelle à s'asseoir, ce que fait une partie du groupe seulement. « *Ne vous inquiétez pas, ils ne peuvent rien faire* » dit l'un des manifestants, pendant qu'un autre remet un panneau de signalisation au policier, qui le prend. Pas un seul mot n'est échangé de ces interactions. Soudain, une jeune fille est projetée à l'intérieur du cercle, elle demande à ce que lui soit rendue sa caméra. Cette militante du socialisme panafricain était en train de filmer. Seule trace visuelle de ce moment, que l'on retrouvera sur Youtube, un extrait montrant les policiers lui interdisant de filmer « *soit vous arrêtez, soit vous entrez (i.e. dans le cercle)* ».

12. Soudain, les coups de matraque tombent, sur le bras, sur la tête. Les policiers tapent sur les hommes comme sur les femmes, les manifestants cherchent à fuir, essaient de ne pas tomber. Le visage brûle, impossible de respirer ou d'ouvrir les yeux. Un peu plus loin, un groupe de jeunes filles, scandalisées, dont l'accent témoigne de leur belgitude, tonne : « *on va y retourner !* ».

13. Durant la poursuite policière qui a suivi cet encerclement, plusieurs « bavures » ont lieu, la plus médiatisée étant celle de cet homme d'origine angolaise, travaillant au théâtre Molière dans la galerie de la Porte de Namur qui fut pourchassé sur son lieu de travail et tabassé par plusieurs policiers. Deux semaines plus tard, les marques des coups reçus dans le dos et sur les jambes sont visibles (cicatrices, côtes fêlées, peau arrachée au niveau des jambes) et circulent sur Internet.

14. Tout au long de l'après-midi, les policiers tenteront de faire évacuer les manifestants dont le nombre croissant ne peut plus être contenu dans l'espace étroit du lieu de rendez-vous, ni sur le trottoir d'en face, devant la banque. Durant ce face-à-face tendu, l'interdiction ne porte plus tant sur le fait de manifester dans l'espace public, que sur l'obligation de rester sur le trottoir. A plusieurs reprises, les policiers

encerclent les manifestants, pour les contenir puis, après un moment, de guerre lasse, se retirent. Les manifestants envahissent alors l'espace réservé aux automobilistes, avec des cris de victoire. Les policiers reviennent au pas de course. Étrange *statu quo*, manifestement voué à l'impasse.

15. Les journalistes arrivent en fin de journée, parfois à la tombée de la nuit. Parmi les francophones, certains sont mal reçus par les manifestants et n'ont pas un accès direct aux événements. Cette journée ne sera que très partiellement restituée dans les médias, alors même qu'elle inaugure un face-à-face amené à être retransmis de façon quotidienne par la presse durant les deux semaines à venir. De cette journée, on verra surtout les dégâts chaussée de Wavre lorsque les manifestants seront à nouveau retranchés dans l'artère principale du quartier Matonge. Des vitrines de magasins tenus par des Rwandais, mais pas exclusivement, seront brisées, des sacs de poubelle éventrés, des voitures brûlées. La semaine suivante, le dépôt d'une cinquantaine de plaintes sera annoncé, elle concerne les pratiques policières exercées cette nuit-là. Selon leurs témoignages, les hommes ont été « matraqués » et « gazés » en cellule pour avoir refusé de cesser leurs chants. « *Vous êtes des sauvages* » s'entendront-ils dire. Au terme de cette journée, la commune d'Ixelles décrètera l'interdiction de tout rassemblement de groupes de plus de dix personnes jusqu'au lundi suivant, avec une amende encourue de 250 euros.

3. De la manifestation à l'émeute ?

16. Malgré l'interdiction de la commune, les manifestations vont se répéter, de façon quotidienne et spontanée. Tour à tour tolérés, négociés, réinterdits, ces rassemblements impulsés par les « Combattants », souvent au lendemain d'une nuit passée à la caserne d'Etterbeek, vont toucher un public de plus en plus large. Filmés et postés le jour même sur les réseaux sociaux, ces moments de manifestation et d'affrontement avec la police, parfois à l'abri du « public », vont alimenter l'enthousiasme et la verbe des manifestants. Le 7 décembre, une centaine de manifestants se retrouve Porte de Namur, la soirée se soldera par sept arrestations. Le lendemain, un groupe d'une centaine d'étudiants

congolais se fixe rendez-vous devant le Parlement européen pour remettre un *memorandum*. Ils demandent à l'Europe de jouer un rôle actif en RDC. Très vite, ils se retrouvent encerclés par la police. Les Noirs ne peuvent pas en sortir au contraire des Blancs, libres de leurs mouvements. Cette frontière raciale, constante de l'encadrement policier, allant jusqu'à interpeller voire plaquer à terre de simples passants, est perçue comme un « racisme » et une « provocation » policière, puis très vite comme la preuve de l'implication de la Belgique dans les crimes perpétrés en RDC. C'est alors que des jeunes, non politisés, se joignent au mouvement, ainsi que des femmes d'un certain âge « *Tshisekedi, Kabila on s'en fiche, on veut qu'on libère notre pays* » tandis que de plus en plus de personnes oscillent entre l'observation et la participation, pouvant passer de l'un à l'autre statut ou être dans les deux à la fois à l'échelle de plusieurs jours.

17. Dès le premier jour, la question de la casse est débattue, y compris parmi les observateurs : *Doit-on casser et risquer d'être encore plus stigmatisés ou ne pas casser et risquer une fois de plus de ne pas être entendus ?*

18. Le 9 décembre, le résultat de l'élection tombe : Joseph Kabila est proclamé vainqueur. 192 manifestants passeront la nuit à la caserne de la police fédérale d'Etterbeek tandis que des cocktails Molotov seront lancés sur le commissariat d'Ixelles par deux « individus non identifiés ». Mais surtout l'accroissement du nombre de manifestants complexifie l'organisation territoriale de ce conflit dont le centre demeure la sortie du métro porte de Namur. Fin d'après-midi, on peut voir des jeunes (dits de seconde génération) s'enfuir par les rues adjacentes à l'avenue de la Toison d'Or. Un peu plus tard, ce sont encore des jeunes qui, échappant à l'encerclement policier, traversent la Petite Ceinture, en file indienne, obligeant les voitures à freiner brusquement, à la sortie du tunnel... avant de se disperser. Les policiers, en uniforme et en civil, se lancent à leur poursuite. Quelques jeunes seront arrêtés. Au niveau du rond-point de la porte de Namur les observateurs prennent peur en voyant arriver les policiers, certains fuient, d'autres les retiennent : « *non il ne faut jamais courir, sinon on risque de t'arrêter* ». D'autres encore protestent, en particulier lorsque les arrestations sont musclées, impliquant plusieurs policiers sur une même personne.

19. Le samedi 10 décembre, les manifestants (au nombre de 400) sont autorisés à se rendre à proximité de l'Ambassade de la RDC, dont la rue (Marie de Bourgogne) est fermée. Ils ne pourront pas déposer le portrait d'Étienne Tshisekedi qui, la veille, s'est auto-proclamé « Président élu par le peuple congolais ». Ils ne parviendront pas non plus à profiter de leur proximité avec les institutions européennes pour avoir une visibilité que la rue Montoyer, relativement déserte, ne leur donne pas. Ce soir-là, on enregistrera « seulement » une voiture incendiée et deux arrestations administratives.

20. Le lundi suivant, après la trêve dominicale, le jour est calme et permet aux médias de faire le bilan : 500 arrestations administratives, 20 poursuites judiciaires et 50 plaintes déposées. Une manifestation autorisée est programmée pour le samedi suivant. Elle mobilisera plus de 2.000 personnes (1.200 selon la police, 3.000 selon les organisateurs), escortées d'une armada de policiers.

21. Quelques heures plus tard, Matonge reprendra l'allure d'un champ de bataille, reconfigurant le territoire de ce conflit autour de la chaussée de Wavre. Après plusieurs heures, on compte 144 arrestations, 40 à 50 véhicules endommagés, des dizaines de vitrines brisées, rue Belliard, chaussée d'Ixelles, chaussée de Wavre et place St Boniface. Seize policiers sont blessés. Le lendemain, la casse est mise sur le dos des « bandes » sur la base de fichages policiers. L'interprétation est reprise par les médias et *in fine* par les politiques. Tout rassemblement est à nouveau interdit, la présence policière redoublée, avec de nombreux contrôles policiers, notamment en civil durant la journée.

22. Le nombre de manifestants blessés n'est pas donné malgré une répression particulièrement musclée, y compris sur de très jeunes adolescents. Ce 17 décembre, dernier jour de grande manifestation à Bruxelles, le téléspectateur francophone découvrira avec effroi que les manifestants appellent à voter N-VA. Encapé dans un drapeau flamand, cet homme explique : « *la NVA dit la vérité : on n'aime pas les Congolais, on n'aime pas les Noirs... le PS, le MR et le CDH, ils font semblant* ». Outre l'illusion d'une convergence des nationalismes, c'est l'idée d'une réciprocité (« *Vous déstabilisez notre pays ? Nous aussi on peut déstabiliser le vôtre !* », « *vous voulez la Belgique aux Belges ? Nous aussi on veut le Congo aux Congolais !* ») qui s'exprime ici à tra-

vers la menace d'une sanction par les urnes. Cette instrumentalisation de l'ethnicité belge s'est en l'occurrence avérée porteuse puisqu'à la suite des « émeutes » de Bruxelles, plusieurs marches autorisées auront lieu en Flandre et se dérouleront sans incident. A la suite de quoi, des manifestations seront à nouveau permises à Bruxelles, en dehors de Matonge, et sur base d'un encadrement policier discret, sans chevaux, ni chiens, ni hélicoptères, ni autopompes. Aucun débordement ne sera enregistré. Jusqu'à aujourd'hui, des marches sont régulièrement organisées à Bruxelles mais le mouvement des « Combattants » est désormais fiché comme « menace » par la Sûreté de l'Etat belge ³.

4. Revendications postcoloniales

23. Au fil du temps, et à mesure que les affrontements se durcissaient, la population des manifestants, on l'a dit, s'est diversifiée donnant à voir une certaine racialisation du conflit. Les jeunes sont devenus plus visibles, le plus souvent entre pairs, parfois avec leurs parents. Leurs motivations ? Ce groupe de jeunes filles explique : « *le Congo c'est notre futur* », thématique récurrente, explicitement articulée à l'absence de perspectives en Belgique pour les Noirs et « surtout » les Congolais. Ces garçons, plus âgés, vont plus loin : « *Nous aussi on en a marre, nous aussi on voudrait rentrer chez nous, à un moment donné. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que le Mundele nous foute la paix, le Mundele ça veut dire le Blanc, qu'il nous laisse tranquille ! Qu'il arrête de se mêler de ce qui ne le regarde pas, parce que sa curiosité parfois ça entraîne ce genre de conséquence. Parce que nous, on en a marre, donc maintenant les gens se lèvent, ils veulent essayer de se construire ! Donc il faut laisser les gens se construire...* ». Et son collègue de renchérir sur un ton très très énervé : « *le Blanc doit nous laisser tranquille ! Didier Reynders, Louis Michel, tout ça, regardez le dispositif policier qu'on a mis ici, on laisse le Congolais crier comme un animal de 14h à 19h. Que le Blanc nous laisse faire voilà, un Blanc me regarde parce qu'il est étonné de mes propos, oui ! Soyons crus dans nos propos ! Oui, le Blanc doit laisser l'Africain, parce que Reynders, pendant que nous sommes en train de militer, est en train de manger, s'empiffrer*

et de grossir comme Bart De Wever ! Hein, laisse nous tranquilles le Blanc ! Un jour on se vengera, faut pas parler de mixité à l'heure actuelle ! Que le Congo fasse ses affaires ... »

24. Interrogé sur sa nationalité, il réfute être Belge (alors qu'il l'est sur papier) « *regarde ma couleur de peau* » et son ami de préciser qu'aux yeux des Belges, cela ne change rien. « *quand le Belge est au Congo qu'il parle lingala et qu'il mange du pondou, est-ce qu'on lui demande s'il est Belge ?* ». Un passant veut le prendre en photo, il s'insurge « *pas de photo, pas de photo, j'suis pas un animal !...Va faire des photos de Léopold (la statue de Léopold II est de l'autre côté du boulevard), je suis pas un animal !* ».

25. Lors de cette marche, il est aussi apparu que de nombreuses personnalités de la diaspora (associatives, religieuses et, dans une moindre mesure, politiques) étaient présentes. Aucune prise de position médiatique ou mise en avant de leur organisation, mais par contre le souci de participer à cet élan collectif et de faire entendre des revendications. Pour ce manifestant occasionnel : « *La Belgique est un pays réactionnaire qui ne comprend que la force, si on casse : 'Ah ces gens existent, alors il faudrait faire quelque chose pour eux'... Vu l'histoire qui unit la Belgique et le Congo, dans toutes les institutions belges, y'a aucun cadre d'origine congolaise, ou y'en a deux ou trois, c'est nettement insuffisant. C'est un aveu de faiblesse de la part des institutions en Belgique qui veulent s'asseoir sur le dossier congolais. Bon je vais pas ressortir le contentieux belgo-congolais... Par exemple, mon fils ou mes neveux, ils ne comprennent pas pourquoi ils sont là, ils ne connaissent pas leur histoire et leurs camarades de classe ne savent pas dire pourquoi y'a un Black dans leur classe. Je trouve que ça, c'est inconcevable... Leur parents ont donné leur sang pour que ce pays soit stable et la Belgique doit reconnaître ça... La communauté congolaise fait partie intégrante de l'histoire de la Belgique ...* ».

³ cf. Conférence de presse d'Alain Winants, administrateur général de la Sûreté de l'Etat, 21 novembre 2012.

5. Racialisation des rapports sociaux et ethnicisation des émeutes belges?

26. L'intensification des affrontements avec la police, la casse et la perte de contrôle des organisateurs ont favorisé une forme d'action collective que l'on peut effectivement qualifier d'émeute au regard des jeunes mais aussi des moins jeunes qui en ont profité pour « régler » [Rea, 2001] à leur tour leur contentieux avec la police et « la société », non sans viser l'État belge, même si, au final, ce sont des particuliers qui sont ciblés. Si des acteurs se sont dégagés pour porter auprès des médias un discours politique [Martiniello, 1992], ce n'est toutefois pas comme leaders, tandis que l'appartenance de certains à des partis établis (belges) a volé en éclat.

27. En dehors du pillage médiatisé d'une bijouterie, chaussée d'Ixelles le 17 décembre, aucun vol n'a cependant été enregistré dans les magasins de « jeunes » comme « Zara », « H&M », « Sports world » qui ont été à plusieurs reprises touchés par les jets de pierre. La casse a été le fait d'individus isolés et/ou rassemblés de manière circonstancielle mais certainement pas de formations autorisant à parler de « guérilla urbaine », menée par des « bandes » et des « casseurs organisés »⁴. L'idée selon laquelle « ils (la police) font exprès de nous repousser sur Matonge pour qu'on casse chez nous » a par contre alimenté une envie de se « battre » et d'aller casser au-delà du quartier « africain », sans parler des frustrations plus « structurelles » amenant des moins jeunes à jeter des pierres.

28. Mettre la violence urbaine sur le dos de groupes particuliers ne résiste pas à l'évidence empirique et revient à évacuer deux questions fondamentales : quelles ont été les revendications de cette minorité (plurielle) ? Et y a-t-il eu une faille dans la réponse policière et politique ? Au-delà des dégâts matériels appréhendés sous l'angle de la propriété individuelle, il serait en effet intéressant de s'interroger de façon plus globale, et redevable de l'intérêt public, sur le coût de ce dispositif répressif et *in fine* sur son efficacité. Car non seulement ces émeutes « congolaises » ne sont pas les premières, mais les politiques qu'elles ont suscitées sont loin d'avoir eu la portée structurelle des politiques

succédant aux émeutes « maghrébines ». Sans entrer dans une réflexion sur l'ethnicisation des politiques sociales que cet énoncé suggère, nous aimerions signaler que les processus de marginalisation tributaire de ce traitement différentiel ont participé de l'amplification de ces désordres urbains.

29. En 2001, à la suite du décès (Porte d'Anderlecht) d'un jeune homme, présumé dealer, et au terme d'une course poursuite avec la police, des émeutes éclatent à Matonge dans un contexte qui, depuis les années 1970, est celui de contrôles policiers permanents, au sein du quartier dans les rues, les bistrotts et les commerces. À l'annonce du décès, les usagers (clients, commerçants, jeunes) vont, pendant quatre jours, affronter la police : jets d'objets, de pavés et d'ordures, voitures brûlées, commerces vandalisés, etc. Le calme revenu, le pouvoir communal, nouvellement élu, mettra en place une politique de « la main tendue », plus axée sur la prévention mais qui va largement s'appuyer sur les associations et sur leur travail bénévole, au contraire des politiques sociales et sécuritaires à destination des minorités d'origine maghrébine, dont l'une des caractéristiques fut d'associer (par le recrutement) les populations issues de ces quartiers, notamment les jeunes diplômés discriminés à l'embauche [Cartuyvels et Heberrecht, 2001; Réa, 2006].

30. À Matonge donc, les subsides dérisoires vont entretenir pendant des années la précarité des acteurs associatifs, lesquels seront « remerciés » une fois le lien social malgré tout rétabli (entre usagers du quartier et police et commune, entre adultes commerçants ou riverains et jeunes, etc.) et leurs compétences supposées transmises aux agents communaux (prise en charge des « bandes urbaines », modes d'intervention « d'urgence », technique d'encadrement et de médiation intégrant la sous-culture urbaine du quartier ou de la diaspora, implémentation des projets intégrant la population locale, etc.). Le retrait des acteurs associatifs et la fermeture de la cellule de police de proximité en 2009 participent de cette dynamique remettant en cause des années de travail préventif au cours desquelles, selon le commissaire de police alors en charge du quartier, la criminalité a baissé de 42 % (2005-09).

⁴ « Émeutes à Matonge : une technique de guérilla urbaine », Willy Decourty, Bourgmestre d'Ixelles, interviewé par RTL-TVI, le 19 décembre 2012.

31. Est-ce la raison pour laquelle, les pouvoirs publics n'ont pas, lorsque les voitures brûlèrent en décembre dernier, fait appel à cette médiation associative qui, par le passé, a encadré des manifestations de bien plus grande ampleur ? La question reste ouverte. En attendant, la marginalisation durable de cette population est palpable au regard des politiques de cooptation et d'intégration institutionnelles dont ont bénéficié d'autres minorités et qui ont fait leurs preuves dans l'enrayement au quotidien de désordres urbains [Rea, 2006]. On peut bien évidemment discuter des modalités et de la pertinence de « l'occupationnel » [Cartuyvels, 1996] auquel le public congolais (les jeunes comme les associations) n'adhère par ailleurs pas [Manço et al, 2013] et surtout du paradigme sécuritaire dont plusieurs travaux ont montré l'impuissance à lutter contre les discriminations, les stigmates associés à des groupes et quartiers, et même contre le sentiment d'insécurité [Campenhoudt et al, 2000; Cartuyvels et Hebberecht, 2001; Schaut, 2000]. Mais, dans une perspective comparative, force est de constater que les Congolais et plus généralement les minorités d'origine africaine subsaharienne ne bénéficient pas de politiques d'insertion socio-professionnelle et de reconnaissance.

Conclusion

32. Si, à l'origine, les manifestations « congolaises » de l'hiver 2011-12 ont pour objet le changement politique en République Démocratique du Congo, et pour une partie non représentative de l'ensemble de la diaspora, force est de constater qu'au fil des jours, des expressions politiques hétérogènes se font jour. Malgré la racialisation croissante du conflit, l'idée assez répandue selon laquelle « il faut casser pour être entendu » a, en dépit des apparences, été contre-balancée par la crainte d'accentuation du stigmate. La thèse policière, médiatique et politique des « bandes » a d'ailleurs été validée par certains organisateurs lorsque la révolte devenait incontrôlable et alors même qu'ils avaient publiquement appelé à la manifestation.

33. En regard de l'ethnisation des politiques sociales d'intégration que la gestion différenciée des troubles urbains traduit, la réaction étatique, dans la temporalité même des émeutes et à l'échelle de leur ré-

pétition à dix ans d'intervalle, pose question. Divers facteurs pourraient expliquer cette politique à géométrie variable : la taille des communautés (environ 60.000 Congolais en Belgique en 2010 pour 300.000 Marocains), le rythme, l'échelle et la localisation des émeutes (Matonge en 2001 et 2011 *versus* Forest en mai 1991, Molenbeek en avril 1995 et Anderlecht en novembre 1997) ou encore les logiques résidentielles des groupes donnant à voir des quartiers « maghrébins » pour ne pas dire « marocains » d'un côté, une dispersion spatiale des Congolais à l'échelle de Bruxelles (et de la Belgique), de l'autre. Cela étant, l'histoire partagée dans laquelle ce traitement différentiel prend effet, apparaît aux acteurs associatifs d'origine congolaise, durablement assignés au bénévolat, comme l'expression d'une racialisation des politiques sociales. Car l'efficacité de leurs pratiques est reconnue par le monde institutionnel en termes d'enrayement des désordres et des violences urbaines comme de rétablissement du lien social avec l'État (commune, police, etc.). Ce qui pose problème c'est la pérennisation de ce travail socio-éducatif et ce que cela engage en termes d'insertion durable mais aussi autonome, notamment d'un point de vue financier, de ces acteurs.

34. Outre les tensions « inter-communautaires » que cette ethnicisation des politiques publiques peut engendrer (en matière de centres culturels par exemple), c'est la colère et la lassitude face à un traitement à part, postcolonial, qui s'exprime, bien au-delà du cadre politique des manifestations de ce mois de décembre 2011. Les implicites raciaux et racistes qui en découlent, pour peu que l'on prenne au sérieux les narrations des acteurs, éclairent alors de manière hautement significative l'invisibilité sociale des Congolais, et plus généralement des Noirs en Belgique, et permettent de comprendre l'avènement d'émeutes postcoloniales à Bruxelles.

Bibliographie

- BODEUX L. et DEMART S., 2013 à paraître. Postcolonial stakes of Congolese (DRC) political space: 50 years after independence, in Demart S. (eds) Congolese migration to Belgium and postcolonial perspectives, *African Diaspora*, sous presse.
- BRION F. et REA A., 1992. La construction politique et médiatique des émeutes urbaines, *L'Année sociale*, 1991, 282-305
- CARTUYVELS Y., 1996. Insécurité et prévention en Belgique : les ambiguïtés d'un modèle "global-intégré" entre concertation partenariale et intégration verticale, *Déviance et Société*, vol. 20, n°2, pp. 153-171.
- CARTUYVELS Y. et HEBBERECHT P., 2001. La politique fédérale belge de sécurité et de prévention de la criminalité (1990-99), *Déviance et société*, 25,4, 403-426.
- DEMART S. (eds.), 2013a. Congolese migration to Belgium and post-colonial perspectives, *African Diaspora*, sous presse.
- DEMART S., 2013b. Histoire orale à Matonge (Bruxelles) : un miroir postcolonial, *Revue Européenne des Migrations Internationales*, juin 2013
- ETAMBALA Z., 1993. In het land van de Banoko : de geschiedenis van de Kongolese/Zairese aanwezigheid in België van 1885 tot heden, *Steunpunt Migranten – Cahiers n° 7*, Leuven.
- FASSIN D., FASSIN E., Eds, 2006. *De la question sociale à la question raciale*, Paris, La Dispute.
- GARBIN, D. and GODIN, M., 2013. Saving the Congo: transnational social fields and politics of home in the Congolese diaspora, in *African and Black diaspora: An International Journal. Special issue on Diaspora and Migration: Rethinking African Development in the 21st Century*.
<http://www.tandfonline.com/doi/pdf/10.1080/17528631.2013.793133> - preview
- JAMOULE P. & MAZZOCCHETTI J., 2011. *Adolescences en exil*. Louvain-la-Neuve : Harmattan-Academia s.a.
- KAGNE B., 2000. Africains de Belgique, de l'indigène à l'immigré. L'héritage colonial: un trou du mémoire. *Hommes et Migrations* 1228: 63-64.
- KAGNE B. et MARTINIELLO M., 2001. L'immigration subsaharienne en Belgique. *Courrier hebdomadaire du CRISP*, no. 1721.
- MANCO U., ROBERT M. et KALONDJI B., 2013. Postcolonialisme et prise en charge institutionnelle des jeunes belgo-congolais en situation de rupture sociale (Anvers, Bruxelles), in DEMART S. (eds.) Congolese migration to Belgium and postcolonial perspectives, *African Diaspora*, sous presse.
- MARTINIELLO M., REA A. et DASSETTO F. (eds), 2007. *Immigration et intégration en Belgique francophone, Etat des savoirs*, Louvain-La-Neuve, Academia Bruylant, 590 p.
- MARTINIELLO M., 2011. *La démocratie multiculturelle, Citoyenneté, diversité, justice sociale*, Paris, Presses Sciences Po, coll. La bibliothèque du citoyen.
- MARTINIELLO M. 1992. *Leadership et pouvoir dans les communautés d'origine immigrée*, Paris, L'Harmattan.
- MAYOYO B. T.-T., 1995. Migration Sud/Nord : levier ou obstacle ? Les Zaïrois en Belgique, Paris, L'Harmattan, CEDAF - Institut africain (MRAC), *Cahiers africains - Afrika studies*, 13.
- MAZZOCCHETTI, J. 2012. Discriminations, sentiments d'injustice et théorie du complot. Représentations du monde d'adolescents en exil dans des quartiers précaires de Bruxelles., *Brussels Studies*, numéro 63, 26 novembre 2012, www.brusselsstudies.be
- REA A., 2001. *Jeunes immigrés dans la cité*, Bruxelles, Labor.
- REA A., 2006. Les émeutes urbaines : causes institutionnelles et absence de reconnaissance, *Déviance et Société* 4 (Vol. 30), 463-475.
- SCHAUT C., 2000. La mise en application des contrats de sécurité. Des effets pervers ?, *Pyramides*, 1, 141-156.

SCHOONVAERE Q., 2010. *Etude de la migration congolaise et de son impact sur la présence congolaise en Belgique : Analyse des principales données démographiques*, Centre de recherche en démographie et sociétés (UCL) & Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme

SOLOMOS J., 1988. *Black Youth, Racism and the State. The Politics of Ideology and Policy*, Cambridge, Cambridge University Press.

STAVO-DEBAUGE J., 2007. L'invisibilité du tort et le tort de l'invisibilité, *EspacesTemps.net*, Dans l'air, 19.04.2007
<http://www.espacestems.net/articles/lrsquoinvisible-du-tort-et-le-tort-de-lrsquoinvisible/>

TSHIMANGA C., 2003. "Belgicains", "Parisiens" et "Diassa-Diassa": mythes et réalités de la diaspora congolaise de retour au pays, In *Être étranger et migrant en Afrique au XXème siècle. Modes d'insertion et enjeux identitaires*, second volume, L'Harmattan, 491-525

VAN CAMPENHOUDT L., CARTUYVELS Y., DIGNEFFE F., KAMINSKI D., MARY Ph. , REA, A. *Réponses à l'insécurité. Des discours aux pratiques*, Ed. Labor, Bruxelles.

Pour citer ce texte

DEMART Sarah, 2013. Emeutes à Matonge et... indifférence des pouvoirs publics ?, *Brussels Studies*, Numéro 68, 1er juillet 2013, www.brusselsstudies.be.

Liens

D'autres versions de ce texte sont disponibles

ePub FR : <http://tinyurl.com/BRUS68FREPU>

ePub NL : <http://tinyurl.com/BRUS68NLEPU>

ePub EN : <http://tinyurl.com/BRUS68ENEPUB>

pdf FR : <http://tinyurl.com/BRUS68FRPDF>

pdf NL : <http://tinyurl.com/BRUS68NLPDF>

pdf EN : <http://tinyurl.com/BRUS68ENPDF>

Les vidéos publiées dans *Brussels Studies* sont visibles sur la chaîne Vimeo de *Brussels Studies* à l'adresse suivante :

<http://vimeo.com/channels/BruS>